

Contributions de marchands de presse à la consultation publique relative aux règles de détermination des quantités servies aux points de vente des titres CPPAP hors IPG prises en application du 5° de l'article 18 de la loi n° 47-585 modifiée (dite loi Bichet)

Contributions reçues par courriel ou *via* le site de l'Arcep

Les données personnelles des contributeurs ont été anonymisées et remplacées par [xxx]. À l'exception de ces éléments, les contributions ont été restituées telles quelles

1 Tabac presse

Gérant d'une presse à l'enseigne Maison de la Presse , je demande instamment que les modalités des textes votés au Parlement , notamment sur la réduction et la maîtrise des quantités fournies soient arrêtées et mises en oeuvre au plus vite. Nous constatons à nouveau une dérive chez certains éditeurs, servis par MLP , avec des quantités qui repartent à la hausse . Ces mêmes éditeurs qui usent de toutes les arguties possibles pour repousser les échéances et ne reculent devant aucune pression pour parvenir à leurs fins, cette situation devient insupportable pour les diffuseurs et coûteux lorsque par exemple vous recevez 3 à 4 fois ce que vous vendez sur un titre bien installé dans le temps . nos linéaires ne sont pas extensibles à l'infini . Sans réponse rapide je me verrais dans l'obligation de prendre des mesures encore plus drastique envers ces éditeurs pour servir au mieux mes clients dans l'intérêt de toute la filière.

2 Tabac Loto presse

Madame, Monsieur,

Diffuseuse de presse depuis 22 ans, j'ai toujours été confrontée à des invendus trop important, et des titres qui ne correspondaient pas à la vente en province.

A ce jour, la presse continue de diminuer et ne représente que 4 % de mon chiffre d'affaires total. C'est trop peu pour le travail occasionné.

Je vais donc diminuer mon rayonnage presse et le porter de 108 m à 36 m développés.

Je profite des aides à la modernisation pour réorganiser mon magasin et diversifier autrement mes ventes.

J'espère que les éditeurs et mon dépositaire de Millau seront compréhensifs et diminuerons mes dotations pour répartir sur de nouvelles bases en Novembre/décembre 2021

Compte tenu de votre nouvelle position peut-etre que vous pouvez m'aider

Merci V[xxx] M[xxx] A[xxx] NIL 12062 NIM0120193

3 EIRL P[xxx] A[xxx]

Bonjour,

je suis diffuseur de presse depuis cinq ans dans une commune de 5000 habitants.

Je suis le seul point de presse pour près de 8 000 habitants. Magasin de 50m2.

Ma contribution à cette consultation se limitera à mon témoignage factuel qui peut illustrer, je l'espère à la marge, ce que le système actuel permet.

Avec 105 mètres linéaires, j'avais des piles de journaux non exposés (piles de l'ordre de 6m en cumul). Souvent des packs entiers non déballés.

Conjointement à la rénovation de mon point de vente, j'ai décidé de réduire le linéaire à 86m.

Bien que très attaché à ce produit et aimant ce métier, je regrette l'encombrement de mon magasin par des publications invendables.

Le surstock de presse n'est alors plus de 6m.

A ce jour, j'ai trente cartons de presse à mon domicile.

Le dépôt me dit qu'il faudra plusieurs mois pour ajuster. Il s'appuie sur les règles de potentiel de mon point de vente, des éditeurs qui définissent eux-mêmes les volumes,...

Hier, le 06/05/2021, j'ai donc envoyé un message à mon dépôt pour leur dire que je souhaitais arrêter la diffusion de presse sous un mois et que je leur livrais la presse en camion moi-même au dépôt.

Après une longue discussion avec une responsable de France Messagerie et le dépositaire, on est arrivé à un compromis. Bordereau de déstockage dans l'immédiat et ajustement sur les mois à venir pour coller aux limites physiques de mon magasin.

Pour autant, je supprimerai, à regrets, la presse de mon point de vente aux premiers dérapages sur les volumes.

Pas par manque de lecteur mais pour dire non quand le métier devient une punition avec des volumes insensés.

Je vous souhaite le meilleur pour cette consultation qui, je l'espère, permettra de faire vivre le réseau sur des bases assainies.

P[xxx] A[xxx]

NIM 340585

[xxx] (34)

[xxx]

4 Tabac Le Mistral

La survie des points de vente résulte de l'adaptation des quantités servies aux points de vente de chaque titre au regard du potentiel commercial qu'ils représentent, de la réduction des quantités

d'invendus mais aussi, de la possibilité et la souplesse de mettre à zero réellement les livraisons de certains titres pollueurs car non vendus depuis longtemps et parfois même jamais vendus et qui viennent occulter par leurs quantités les magazines qui pourraient mieux se vendre avec plus de visibilité Un autre phénomène résulte de l'absence de service de titres qui se vendraient mais qui apparaissent une fois ou deux dans le magasin et alors même qu'ils sont vendus, ne peuvent être mis en service

5 SNC 2c2m

Bonjour,

Gerant d un point presse, il est regrettable, à ce jour, de ne pouvoir :

- choisir et adapter l assortiment des publications attendues par nos clients
- choisir/ajuster les volumes selon la clientèle (pour mémoire, 50% des revues/publications envoyées repartent sans une seule ventes)
- être sûrs d obtenir un réassort y compris pour une commande client
- connaître une fiabilité dans le service de messagerie
- bénéficier d informations concernant la diffusion ou les problèmes de diffusion pour avertir les clients

À votre disposition

La tabagie, [xxx]

6 Kiosque

Question n° 1

Que pensez-vous du principe de mettre en place une règle de détermination des quantités de titres CPPAP hors IPG servies aux points de ventes basée sur un plafond, dont le niveau serait déterminé sur la base de l'historique des ventes du titre au point de vente auquel s'ajouterait un complément ?

C'est une très bonne idée.

Question n° 2

Que pensez-vous de la formule proposée pour définir le plafond des quantités de titres CPPAP hors IPG servies aux points de vente ?

Très bien car elle met en avant la réalité du terrain.

Question n° 3

Que pensez-vous de la détermination d'un couple de paramètres (Nombre_Complémentaire_Faibles_Ventes ; Pourcentage_Complémentaire_Fortes_Ventes) par défaut pour tous les points de vente que les diffuseurs peuvent, sur demande spécifiquement, ajuster à leurs spécificités ?

Cela donnerait une reprise en main du client (le diffuseur) sur la réalité

Question n° 4

Que pensez-vous de choisir par défaut le couple (2 ; 50 %) ?

Réaliste

Question n° 5

Que pensez-vous de la disposition envisagée pour déterminer les quantités servies des titres CPPAP hors IPG lorsque l'historique de 12 mois n'est pas disponible ?

S'agissant du cas spécifique des nouveaux points de vente, que penseriez-vous de l'hypothèse de les exclure temporairement de l'application de ces règles de plafonnement pour laisser aux éditeurs le soin de déterminer les quantités qui leur seront servies ? Le cas échéant, quelle durée vous semble pertinente pour cette exclusion ? Non pas du tout d'accord, mais il semble plus fiable pour les deux parties de calculer les services sur une moyenne des ventes des 3 diffuseurs les plus proche en prenant également en compte de la superficie des commerces.

Question n° 6

Que pensez-vous de déterminer le plafond des quantités servies des titres CPPAP hors IPG et des points de vente à forte saisonnalité du mois M de l'année N-1 sur la base des ventes constatées au cours des mois M-1, M et M+1 de l'année précédente ?

Non car la météo et divers événements (gilets jaunes sans fin, grève, pandémie...) par contre que la décision finale soit prise par le diffuseur après sa consultation car il est sur le terrain.

Question n° 7

Que pensez-vous de ne pas fixer de plafond aux quantités servies aux point de vente des quotidiens CPPAP hors IPG ? Oui naturellement

Question n° 8

Que pensez-vous de la disposition envisagée pour déterminer les quantités servies des parutions des titres CPPAP hors IPG traitant d'événements exceptionnels ? D'accord pour un déplafonnement exceptionnel mais avec un rappel dans les 30 jours

Question n° 9

Que pensez-vous des dispositions envisagées pour les numéros hors-séries et les numéros spéciaux ?

En théorie cela semble bien, mais en pratique c'est une catastrophe, pour exemple : le titre ELLE qui entre les Hors-série, les numéros spéciaux et autres arrivent à dépasser les 6 publications au même moment en quantité colossale. Il existe déjà une loi qui les limite à un nombre de publications mais elle n'est tout simplement pas respectée ou contournée par des jeux d'interprétations.

Question n° 10

Voyez-vous d'autres cas particuliers qui devraient faire l'objet d'un traitement particulier dans l'application de la règle de détermination des quantités servies aux points de vente envisagée ? Le cas échéant, de quelle manière ?

Oui, déjà proposer un listing des progressions des remontés de vente en quantités au diffuseur et appliquer un correctif avec son aval... Informer trimestriellement l'évolution des ventes pour que celui gère lui-même ses quantités... le système de réassortiment automatique de la MLP est une bonne idée mais elle est faite à l'aveugle (réassort le jour de sa relève) et sans l'assentiment du diffuseur, ce qui au globale est mal perçu et économiquement inintéressant.

Question n° 11

De manière plus générale, avez-vous d'autres remarques sur les dispositions envisagées par l'Arcep pour déterminer les quantités de titres CPPAP hors IPG servies aux points de vente ?

Déjà je félicite le bon sens général qui se dégage mais il y a des habitudes chez les éditeurs qui vont être dur à corriger et un passif dans les relations éditeurs/ diffuseurs qui a amené un très fort apriori négatif sur la confiance des intentions réelle des éditeurs.

Il faudrait également créer un service de médiation, facilement accessible, pour gérer les petits problèmes quotidiens, au niveau d'un diffuseur avec a un éditeur, avec un médiateur indépendant au pouvoir décisionnel.